

Décembre 1999 – janvier 2000

L'état du Canada et du Québec en l'an 2000

Une solidarité militante à rebâtir



L'accession au pouvoir des gouvernements libéral à Ottawa, en 1993, et péquiste à Québec, en 1994, a concrétisé l'application pleine vapeur de la politique néolibérale du déficit zéro inaugurée au début 1993 par le gouvernement Klein de l'Alberta puis relayées par le gouvernement Harris à partir de 1995. Dans les années 1990, le Canada a été le pays du G-7 (ÉU, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada) qui a appliqué avec le plus de brutalité cette politique de coupures : de *moins* 8% du PIB en 1992, l'ensemble des déficits publics du Canada passeront à *plus* 2% en l'an 2000 alors que la moyenne du G-7, Canada compris, passera de *moins* 4% à *moins* 2%.

Comment expliquer la capacité de la bourgeoisie canadienne à imposer un tel remède de cheval au prolétariat canadien sans aucune opposition sérieuse pan-canadienne ? Tout au plus a-t-on vu une opposition un tant soit peu musclée à la contre-réforme Axworthy dans les provinces de l'Est et dans l'est québécois durant l'hiver 1994-95 ; la Marche des femmes en 1995, au Québec, et en 1996 au Canada ; puis les « Days of Action » et les grèves du secteur public et des enseignant-e-s ontariens contre les politiques Harris en 1996-97 ; la grève étudiante de l'automne 1996 au Québec ; enfin les grèves des infirmières en Alberta, en Saskatchewan, à Terre-Neuve et au Québec en 1999. Certes, ces résistances — de femmes surtout parce que beaucoup plus touchées par les politiques néolibérales comme travailleuses, bénéficiaires et ménagères — ont limité les dégâts et parfois permis certains gains mais ils ont été tout au plus que de temporaires points de résistance dans la débâcle.

A. De Trudeau au plan B

1. La rupture de 1976

On est frappé à quel point le mouvement de résistance a été dispersé dans le temps mais surtout dans le grand espace canadien. Il est bien sûr normal que les mûrissements différenciés dans les différentes couches ouvrières et populaires, géographiquement dispersées, donnent lieu à l'éclatement des conflits. Mais un mouvement prolétarien le moins unifié et conscient de la nécessité de la solidarité organisée pour aboutir à la victoire saura faire converger l'ensemble du mouvement social dans « une grande marche sur Ottawa ». En 1976, la politique du gel des prix et des salaires du gouvernement Trudeau — réponse de la bourgeoisie à la crise de 1974-75 qui inaugurerait la phase récessive de l'onde longue dans laquelle nous sommes encore — avait donné lieu à une trop brève et trop partielle grève générale d'une seule journée qu'une très grande manifestation multinationale pan-canadienne à Ottawa avait alors souligné.

Cet éclatement qui n'aboutit pas en un mouvement militant unitaire est évidemment dû principalement à la gestion nationaliste des questions nationales au sein de l'État canadien — dont le cœur est la lutte du peuple québécois pour son indépendance — par la bourgeoisie canadienne. La prise du pouvoir par le Parti québécois, en cette même année 1976, marquait l'échec, tout au moins pour une génération, de la politique de Lord Durham de minoration et d'assimilation en douce des peuples québécois, acadien et franco-canadiens. Son but était, et est toujours, de construire de toutes pièces une nouvelle nation *canadian* importée d'abord de Grande-Bretagne et des États-Unis, puis du restant du monde au fur et à mesure du renforcement de la capacité d'assimilation du premier noyau anglophone. Pour y réussir, ce noyau allait être soutenu à la planche par le nouvel État canadien qui conquerrait — et continue de conquérir — par la force et par la ruse, les vastes territoires de l'Amérique du Nord britannique, hérités en 1871 de la Cie de la Baie d'Hudson, sur les nations autochtones et métis.

La prise de pouvoir par le PQ, puis le référendum de 1980, dont la conséquence de l'échec fut la nuit des longs couteaux de 1982 imposant au Québec la nouvelle constitution canadienne rapatriée de Grande-Bretagne, allait neutraliser toute riposte pan-canadienne de grande ampleur aux politiques néolibérales du gouvernement Mulroney — oh! combien douces comparées à celles de la décennie suivante. Une grande partie du prolétariat canadien-anglais donnait désormais la priorité à l'appui à sa bourgeoisie pour préserver l'unité du Canada — quand elle ne mettait sur le dos du Québec la cause de ses malheurs — tandis qu'en réaction aux défaites nationale et sociales, le peuple québécois s'enlisait dans la politique du partenariat et de la concertation pour ne pas « disparaître ».

Dans le sillage de la défaite référendaire, le PQ, sous la houlette de René Lévesque et de Jacques Parizeau, imposa un recul salarial sans précédent de 20% aux employé-e-s de l'État sans que le mouvement syndical ne soit capable de riposter. Un an plus tard, en 1983, le gouvernement créditiste de la Colombie-britannique imposa de drastiques coupures après avoir vaincu la grande coalition ouvrière-populaire *Solidarity*. Contre la nouvelle austérité néolibérale faisant suite à la crise de 1981-82, la mobilisation du prolétariat canadien n'a pas été capable, au mieux, de dépasser le seuil d'une province. Tout un recul par rapport à la grève générale de 1976, si faible que fut cette dernière.

2. L'ère Mulroney, de l'échec de Meech...

Certes, le mouvement ouvrier-populaire restait fort de sa tradition combative des 30 glorieuses (1945-1975). Le gouvernement Mulroney (1984-1993) ne fut pas capable de lui imposer le même genre de reculs que le gouvernement Reagan imposait au peuple américain trop imbu de chauvinisme de grande puissance sinon d'une forte dose de racisme et de sexisme. Les lignes de défenses organisationnelles du prolétariat canadien restaient fortes. Mais la lutte devenait essentiellement défensive, pour limiter les reculs.

Le gouvernement Conservateur, conscient de son incapacité à livrer la marchandise pour une bourgeoisie aux abois face à la perte de compétitivité de l'économie canadienne vis-à-vis l'économie américaine, chercha une nouvelle stratégie.

D'une part, il essaya de renforcer l'unité de la bourgeoisie canadienne en y intégrant plus solidement tant la fraction nationaliste québécoise, dont la majorité était fédéraliste, que la fraction régionaliste de l'Ouest canadien.

Après avoir mis fin à la « politique énergétique nationale » de l'ère Trudeau, honnie dans l'Ouest qui voulait profiter à plein de ses réserves pétrolières et gazières, le gouvernement Mulroney concocta laborieusement, en 1987, l'Accord du lac Meech avec l'ensemble des provinces. Mais, tant pour les fédéralistes purs et durs à la Trudeau que pour l'Ouest chauvin mais aussi anti-centralisateur, la « société distincte » et quelques concessions sur l'immigration, sur la nomination des juges de la Cour suprême et sur le droit fédéral de dépenser étaient encore trop concéder au Québec. L'« oubli » des droits aborigènes par les premiers ministres permit au trudeauiste Clyde Wells, premier ministre de Terre-Neuve, et à l'orangiste Garry Filmon, premier ministre du Manitoba, de rejeter l'Accord au nom de la bonne cause.

Le gouvernement Conservateur eut beau tenté de sauver la mise avec l'Entente de Charlottetown qui faisait plus de concessions à l'Ouest (le Sénat triple-E) et aux nations aborigènes (le troisième niveau de gouvernement), mais moins au Québec grâce à « l'aplatissement » du gouvernement Bourassa, les peuples tant canadien-anglais que québécois la rejetèrent lors du référendum pan-canadien de l'automne 1992. Au-delà du vote chauvin anti-Québec et fédéraliste dur, de même que du vote souverainiste québécois et même féministe — aucune modification constitutionnelle n'était proposée en faveur des femmes ni d'ailleurs de la classe ouvrière mais le Conseil du travail du Canada (CTC) appela quand même à appuyer l'Entente — le refus populaire traduisait davantage le rejet de la politique droitière et pro-américaine du gouvernement Mulroney au lendemain d'une dure crise (1990-91) qu'avait envenimée une politique de relatifs hauts taux d'intérêt induite par l'Accord de libre-échange (ALÉ) signé en 1989.

3. ... au succès libre-échangiste

Car si la politique d'unification de la bourgeoisie canadienne par le gouvernement Mulroney fut un échec lamentable, essentiellement à cause des résistances des nations opprimées québécoise et aborigènes, mais aussi à cause de l'impopularité du gouvernement Conservateur due à ses politiques droitière et pro-américaine, tel ne fut pas le cas de l'autre axe de la ré-orientation stratégique du gouvernement fédéral sous gouverne Conservateur. Le rejet rapide de la « troisième voie » de l'ère Trudeau (1968-1984) — ni dépendance américaine ni autarcie mais interdépendance — fut immédiatement suivi d'un renforcement spectaculaire de l'alliance avec les États-Unis que le Sommet Mulroney-Reagan de Québec en 1985 allait symboliser et que l'abandon du contrôle des investissements étrangers allait concrétiser. L'appui de la bourgeoisie américaine était devenu nécessaire pour infliger une défaite stratégique au prolétariat canadien.

Incapable de réductions substantielles de dépenses sociales ni d'importantes réductions d'impôt à la Reagan, le gouvernement Mulroney continua à enregistrer une suite ininterrompue de déficits publics records. Si les déficits publics américains d'alors étaient fort utiles à la bourgeoisie américaine (réductions d'impôt des riches et financement de la course aux armements), ceux des gouvernements canadiens n'apportaient presque aucun bénéfice à la bourgeoisie canadienne sinon une aggravation de la non-compétitivité fiscale du Canada qui s'ajoutait à l'aggravation de la non-compétitivité salariale due la plus grande force relative du syndicalisme canadien (le taux de syndicalisation canadien se maintenant pendant qu'il dégringolait aux ÉU).

Rien de surprenant alors que le capital financier canadien fut peu intéressé à financer les déficits publics canadiens. De plus, compte tenu du manque de rentabilité de l'économie canadienne, il se montra plus intéressé à placer ses fonds hors Canada, particulièrement aux ÉU, ne fut-ce que par souci de diversification de son portefeuille de placements : les investissements canadiens directs à l'étranger se mirent à croître plus vite que ceux de l'étranger au Canada. Cette nouvelle donne « obligea » le gouvernement fédéral à emprunter davantage sur les marchés financiers étrangers d'où la nécessité d'une politique de taux d'intérêt élevés par rapport aux taux américains. Cette dépendance plus ou moins voulue par rapport au capital extérieur ne fut pas sans utilité politique face au prolétariat, trop pénétré de nationalisme *canadian* ou québécois : l'invocation des avis défavorables de Moody's ou de Standard and Poor sur le crédit des gouvernements canadien ou québécois fut de plus en plus efficace pour faire taire la riposte ouvrière et populaire.

Reste que le pivot de cette politique de rapprochement avec les ÉU fut la signature de l'Accord de libre-échange (ALÉ) en 1989 suite à la longue préparation psychologique de la Commission MacDonald (ancien ministre libéral) et des psychodrames d'une négociation pleine de rebondissements. La victoire conservatrice de l'élection de 1988 sur le thème du libre-échange fut sans conteste la grande réussite du gouvernement Mulroney (et le grand échec du NPD-Canada qui avait abandonné l'année précédente les derniers éléments anti-capitalistes de son programme comme les nationalisations et le retrait de l'OTAN, laissant

ainsi à des Libéraux non-crédibles et divisés le discours anti-libre-échange lors de la période électorale).

L'ALÉ fut d'autant plus un succès pour le gouvernement Mulroney qu'il passa l'épreuve de l'élection de 1988 grâce au soutien du Québec — Meech avait alors le vent dans les voiles — et de l'Ouest — rejetant le « Canada central » incarné par les Libéraux fédéraux et satisfait du rejet de la « politique énergétique nationale » — alors que l'Ontario vota massivement libéral et la partie la plus consciente du prolétariat canadien-anglais vota NPD. Le système uninominal à un tour fit le reste en divisant le vote majoritaire anti-libre-échangiste. Les contraintes du libre-échange et de l'endettement extérieur du Canada, toutes deux voulues par le gouvernement Mulroney, dans le contexte de la crise 1990-91 mirent fin à la brève ère conservatrice qui s'enlisa dans les débats des hauts taux d'intérêt *made in Ontario* et de la TPS, tout comme la crise de 1981-82 avait mis fin à la plus longue ère libérale et sa stratégie toute relative d'indépendance nationale.

4. Une bourgeoisie plus forte et la gauche social-démocrate qui se défile

La déconfiture du régime Mulroney, pas plus que celle du régime Trudeau avant lui, n'avait été un échec pour la bourgeoisie, encore moins pour son secteur hégémonique, à forte prédominance financière, basée à Toronto. Les Libéraux de Trudeau lui avaient donné une Constitution rapatriée de Grande-Bretagne, amendable sans droit de veto du Québec — seul reconnaissance implicite du droit d'autodétermination national québécois de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 — et surtout une Charte des droits et libertés — à forte prédominance individuels — qui allait comme un gant à la « démocratie » néolibérale qui s'annonçait.

Les Conservateurs de Mulroney lui avaient légué un pacte de libre-échange « révolutionnaire » qui allait être le calque de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) de 1994 et le guide de l'accord du GATT de cette même année donnant naissance à l'OMC. L'ALÉ, même s'il n'assurait à la bourgeoisie canadienne qu'un accès garanti tout relatif au grand marché américain au prix de concessions bien réelles sur l'approvisionnement en énergie et l'accès au marché canadien pour le capital et les produits américains, donnait par contre une arme financière (la sanction du capital financier « international ») et idéologique (la « pensée unique ») à la bourgeoisie contre le prolétariat.

Restait à régler l'épine au pied d'un possible nouveau référendum québécois si le PQ revenait au pouvoir, comme on pouvait s'y attendre suite au rejet des Libéraux provinciaux de Robert Bourassa dans le sillage de la crise 90-91 et de l'échec de l'Entente de Charlottetown de 1992.

Le discrédit des Conservateurs et des Libéraux n'allait pas profiter à la gauche politique, c'est-à-dire au NPD-Canada. Celui-ci, au sommet de sa popularité en 1986-87 — il

paraissait alors le parti de l'alternance — se tirait dans les pieds en renonçant à être le parti de l'alternative lors de l'élection de 1988. De plus, fidèle à son credo nationaliste canadien, il demeurait incapable de proposer une solution démocratique au problème des oppressions nationales de l'État canadien dans la ligne d'une Constitution qui reconnaîtrait au moins le caractère multinational de l'État canadien, même si cela n'eut pas été suffisant.

5. La grande frousse référendaire

Non seulement les élections de 1993 allaient-elles retourner au pouvoir les Libéraux fédéraux de Jean Chrétien, plombier de l'alliance du fédéral et des provinces anglophones contre le Québec en 1982 (et d'une tentative ratée d'en finir avec le statut d'Autochtone dans la loi canadienne en 1969 au nom de l'égalité citoyenne), mais elles allaient voir une quasi-disparition des Conservateurs, et un fort affaiblissement du NPD, au profit de deux partis populistes, l'un de droite néolibérale et conservatrice dans l'Ouest canadien — le Reform Party — et l'autre, au Québec, nationaliste québécois et nettement pro-américain mais capable de coups de barre à gauche d'autant plus que le pouvoir lui est directement inaccessible — le Bloc québécois. La rage de l'Ouest et du Québec balayait certes les Conservateurs mais plus question dans ces régions de revenir par défaut aux Libéraux d'une part centralisateurs et d'autre part anti-Québec. L'échiquier politique, d'une part, venait de résolument évoluer à droite tout en reflétant plus clairement la réalité des antagonismes nationaux et régionaux.

Le vent de droite ne put empêcher, cependant, le retour du PQ au pouvoir à Québec en novembre 1994 même si ce fut par la peau des dents au niveau du vote populaire. En effet, le projet indépendantiste avoué du PQ — la parenthèse « affirmationniste » du « beau risque » fédéraliste décentralisateur de René Lévesque et de Pierre-Marc Johnson de 1981-88 ayant démontré que tout renoncement à l'article 1 du programme péquiste signifierait la mort populaire de ce parti — demeure, en soi, une ouverture politique à gauche. Non seulement le projet indépendantiste vise-t-il en plein cœur la bourgeoisie canadienne, y compris la vaste majorité de son aile francophone qui demeure fédéraliste, en menaçant l'intégrité de son marché « national », mais il tire son origine et sa légitimité historique du vaste mouvement de libération nationale et sociale des années 60.

Faute de ne pouvoir renoncer à l'indépendance sans en même temps sacrifier le parti, la gageure du nouveau gouvernement Parizeau — qui s'était lui-même mis en « réserve de la République » par son refus de la stratégie du « beau risque » — sera donc de réconcilier indépendantisme et néolibéralisme. Ce sera là le sens du budget Parizeau-Campeau du printemps 1995, parfaitement enligné avec le premier budget déficit zéro Chrétien-Martin du printemps 1994.

Mais la dynamique référendaire allait mettre ce projet entre parenthèses pour un temps... de référendum. La nécessité politique de faire le référendum puis de le gagner, alors que les sondages étaient très défavorables — ce qui rendait d'ailleurs les fédéralistes passablement

arrogants et complaisants — amena le Premier ministre Parizeau, suite à des assises populaires fort réussies — par ailleurs purement consultatives et fortement contrôlées par en haut — sur un « projet de société » durant l'hiver 1994-1995, à opter pour un discours populiste résolument de gauche. Ce populisme de gauche à saveur ethnique — « L'Argent et le vote ethnique » avait causé la défaite allait-il conclure le soir du vote — ces alliés du Bloc québécois, dirigé par Lucien Bouchard, et de l'ADQ très droitière de Mario Dumont, inquiets du succès des consultations populaires sur le « projet de société », avaient pourtant tenté de le circonscrire par l'Entente du 12 juin 1995 garantissant le libre-échange pan-canadien et des institutions communes.

La mise à l'écart du discours indépendantiste-projet de société de Parizeau en pleine campagne référendaire au profit du discours partenariat-libre-échange de Bouchard convenu au départ arrêta la montée du camp du « oui » suffisamment pour donner la victoire au « non » par quelques dizaines de milliers de voix tout en assurant un succès d'estime au camp souverainiste. Ce succès « moral » allait profiter à la direction Bouchard une fois devenu chef du PQ et, automatiquement, premier ministre du Québec.

6. Une re-mobilisation noyée dans la crise d'Oka-Kanehsatake

Fondamentalement, cependant, ce nouvel échec référendaire de 1995, après celui de 1980, cassait une nouvelle montée du mouvement de libération nationale, d'abord au sein de la jeunesse, commencée dès la deuxième moitié des années 80. Cette re-mobilisation — il est vrai plus nationaliste que libératrice et plus spasmodique que celles des années 60 — avait été provoquée par la volonté du nouveau gouvernement Bourassa, de retour au pouvoir en 1985 et qui le restera jusqu'en 1994, d'en revenir à une politique linguistique de bilinguisme suite à une série de jugements de la Cour suprême contre la loi 101 de 1977 faisant du français la langue publique prédominante au Québec. Mais ce fut l'échec de l'Accord du lac Meech en juin 1990 qui mit le feu aux poudres et provoqua une manifestation monstre au moment de la Fête nationale du 24 juin.

Les sondages révélèrent alors que 60% à 70% de la population du Québec aurait voté « oui » à un référendum. Mais le gouvernement Bourassa veillait au grain pendant que le PQ, dans l'opposition et apeuré par la mobilisation populaire rappelant celles des années 1965-75, lui offrit son appui au lieu d'isoler les fédéralistes en s'appuyant sur le peuple mobilisé. Il faut en effet se rappeler que le PQ est issu de l'aile nationaliste des Libéraux provinciaux à la fin des années 60 dans le but exprès de contrôler, en n'en prenant la direction, de l'importante mobilisation nationale-sociale d'alors. L'éventuel succès de cette stratégie, devenu évidente dès le début des années 70 suite aux luttes sectaires au sein de la gauche politique et suite à la grande peur provoquée par la crise d'Octobre 70, allait être, en contre-partie, le grand échec de la gauche politique québécoise et canadienne.

Les fédéralistes d'Ottawa et de Québec, aux abois et appuyés par le PQ, provoquèrent la crise d'Oka-Kanehsatake (aux confins de la région de Montréal) en lançant la Sûreté du

Québec, puis des contingents francophones de l'armée canadienne, à l'assaut d'une barricade de la nation Kanienke'haka (Mohawk) sur un chemin secondaire contre l'élargissement d'un terrain de golf sur leurs terres ancestrales. La résistance armée tout à fait prévisible de la nation Kanienke'haka — une des nations autochtones les plus militantes du Canada pour ses droits territoriaux, mais anglicisée par le fédéral depuis le début du siècle et majoritairement anti-francophone, ne craignant pas les blocages de routes et de ponts comme elle l'avait démontré en 1988 contre une invasion par la GRC de Kahnawake en face d'Oka-Kanehsatake, et dotée d'une milice armée qui venait d'être utilisée en mai 1990 dans la brève guerre civile du casino faisant deux morts dans la réserve d'Akwesasne à cheval sur la frontière canado-américaine — braqua la quasi-totalité de la nation québécoise contre eux, fédéralistes et souverainistes, les Kanienke'haka réclamant une partie du territoire québécois.

Cette diversion de la direction fédéraliste ayant pleinement réussi, avec en prime un approfondissement de la contradiction Québec-Autochtones, la colère anti-fédéraliste s'émoussa au fur et à mesure du déroulement de la Commission itinérante Bélanger-Campeau dont le but réel, loin d'être de préparer une consultation populaire réclamée par un million de signataires d'une pétition, était de servir de soupe de défrustration.

Le référendum de 1995 fut le dernier soubresaut, trop tardif et trop confus, de cette vague de mobilisation qui, malgré tout, faillit l'emporter avec un score de 49.4% sur la base d'un taux de participation sans précédent de 93%. C'est dire la grande force souterraine de l'aspiration du peuple québécois à se libérer. Les fédéralistes avaient certes gagné mais n'avaient pas atteint leur objectif avoué d'enterrer la question nationale québécoise pour au moins toute une génération. Le gouvernement fédéral avait espéré une victoire fédéraliste au moins aussi convaincante qu'en 1980 (60%-40%), ce qui avait alors ouvert la voie au retrait du droit de veto du Québec, pour imposer au Québec une ré-intégration dans la Constitution canadienne sur la base tout au plus de l'Entente de Charlottetown.

7. Le plan B

La minceur de la victoire fédéraliste rendant impossible une ré-intégration constitutionnelle du Québec, le gouvernement Chrétien, une fois digéré le choc et quelques zigzags (ex. la gestion de la main-d'œuvre rapatriée au Québec mais que la crise d'Emploi-Québec, prévisible suite aux coupures et à la mise à la retraite forcée de trop de gestionnaires expérimentés, a converti en boulet pour la cause souverainiste), opta non plus pour un retour à une politique de concessions et de promesses, dit plan A, mais pour une politique d'affrontement et de punitions, dit plan B, élaborée par la nouvelle étoile montante du conseil des ministres fédéral, Stéphane Dion. La pierre d'assise du plan B est le jugement de la Cour suprême d'août 1998 qui non seulement nie à la nation québécoise le droit de se déclarer indépendante, donc son droit à l'autodétermination, mais qui laisse au gouvernement fédéral le soin de décider unilatéralement des critères de reconnaissance d'un prochain référendum sous prétexte de « clarté » de la question et du résultat.

L'autre volet, socio-économique celui-là, du plan B c'est l'Union sociale finalisée en février 1999 par le fédéral et les provinces anglophones, sans donc le Québec, mais commencée par la « déclaration de Calgary » sans le fédéral pour séduire le Québec à qui on promettait un « caractère unique » et un droit de retrait unilatéral pour les programmes conjoints avec lesquels il ne serait pas d'accord — somme toute un avatar de la nuit des longs couteaux de 1982.

Cette « Union » tronquée, en retour d'un ré-investissement partiel dans la santé dans le budget 1999-2000, accorde au fédéral un droit de dépenser dans les domaines de juridiction provinciale sur la base de contraintes minimales, en particulier en ce qui concerne l'aide directe aux individus et aux organisations municipales et para-étatiques, pourtant de juridiction provinciale.

Ce plan B, qui s'est pleinement déployé à partir de 1998, a comme contre-partie, une politique d'isolement du peuple québécois tant par rapport au prolétariat canadien-anglais que par rapport aux autres nations et nationalités opprimées, et de l'autre côté, la continuation de la politique de bons rapports avec les ÉU, inaugurée par le gouvernement Mulroney, auquel s'ajoute un aiguisement de la contradiction femme-homme, et inter-générationnelle, porté par la logique libre-échangiste.

B. Un peuple canadien profondément divisé et charrié à droite

1. Le divorce femmes-syndicats provoqué par le libre-échange

Le libre-échangisme canadien, tout au moins dans les phases de reprise-prospérité du présent cycle d'affaire qui dure, au Canada, depuis 1991, et à un rythme plus accéléré depuis 1995-96, a été une période de vaches grasses pour les industries d'exportation — automobile, aérospatiale, bio-technologies, télé-informatique, logiciels, bois et papier, aluminium — où se concentrent soit les traditionnels syndicats de cols bleus mâles, soit les ingénieurs, scientifiques, technologues et techniciens qui restent les derniers bastions mâles au niveau post-secondaire. Par contre, ce même libre-échange a justifié la vague de coupures sans précédent que l'on sait dans les services publics, ghettos d'emplois féminins les mieux payés, et les programmes sociaux dont les femmes, parce que plus pauvres, bénéficient plus que les hommes.

Cette logique néolibérale a aggravé un chauvinisme mâle systémique. On a vu en 1999, par exemple, les travailleurs de l'automobile obtenir des gains de beaucoup supérieurs à ceux des infirmières ; ou encore les techniciens de Bell, à l'occasion d'une même négociation, obtenir des gains salariaux et autres avantages pendant qu'une bonne partie de leurs consœurs téléphonistes étaient contraintes soit à une retraite anticipée, soit à un ré-

embauchage par un sous-traitant de Bell, mais en partie contrôlé par Bell, pour à peine plus que la moitié de leur salaire précédent.

La décennie 90, d'ailleurs, contrairement à la décennie précédente, a vu le taux de participation des femmes au marché du travail stagner alors qu'il reste bien en deçà de celui des hommes. Si les femmes continuent de rattraper les hommes à pas de tortue, c'est seulement parce que la situation des hommes se détériore et non pas parce que celle des femmes s'améliore.

2. À qui la faute : aux baby-boomers ou aux immigrés, indiens et femmes

La situation des femmes n'est d'ailleurs pas sans parallèle avec celle des jeunes. Si la fin des périodes de prospérité, tant en 1979-80 qu'en 1989-90, avait vu leur taux d'emploi rattraper celui des adultes, le présent cycle a plutôt été celui d'un affaissement sans précédent depuis la Deuxième guerre de ce taux à 50%. Même malgré une hausse à 55% depuis 1997, ce taux reste bien en dessous de celui des adultes. De là à alimenter la thèse d'un conflit inter-générationnel, il n'y a qu'un pas que n'a pas hésité à franchir le parti de la droite réactionnaire québécoise, l'ADQ, faute de ne pas pouvoir exploiter aussi ouvertement le filon raciste-xénophobe-sexiste de la droite réactionnaire canadienne-anglaise, animée par le Reform Party. Le filon inter-générationnel est d'autant plus intéressant pour la bourgeoisie que tout en divisant le prolétariat il sert à culpabiliser les « baby boomers » au sujet de la dette publique qu'ils font payer à la jeune génération, alors que les services publics et programmes sociaux ainsi (mal) financés bénéficient à tout le peuple et sont donc un gain social à préserver pour toutes les générations.

Certes, la société québécoise est traversée par son propre chauvinisme blanc et son propre sexisme issu de son caractère traditionnel dont elle s'est arrachée brusquement dans les années 60. Mais le peuple québécois connaît aussi l'oppression, ce qui le porte fondamentalement à plus de tolérance envers toute forme d'oppression. Par exemple, la société québécoise, une fois brisé son traditionalisme, a été relativement plus ouverte à la question de l'avortement et à la cause des gays et lesbiennes.

Par contre, cette tolérance reste très vulnérable à l'insécurité économique et nationale — à la peur de la tiers-mondialisation et à celle de la « disparition » — ce que ne manque pas d'exploiter les forces fédéralistes, par exemple lors de la crise d'Oka-Kanehsatake. Pourtant, la résolution pacifique de la crise de Listuguj (Restigouche), durant l'été 1998, dans laquelle les forces fédéralistes n'étaient nullement impliquées, est plus symptomatique de l'état des relations entre les nations québécoise et aborigènes.

Cette grande tension tolérance versus insécurité, paradoxalement, va donner lieu à des spasmes comme, par exemple, l'incident raciste des lanceurs de roches de LaSalle lors de la crise d'Oka-Kanehsatake ou encore l'assassinat sexiste des 14 étudiantes de Polytechnique

en 1989, deux événements amplement exploités contre le Québec par les médias du Canada anglais. Mais la rentabilité électoraliste du conservatisme social n'est pas évidente au Québec, du moins pas encore.

3. Repli du mouvement des femmes sur l'exclusion sociale

La détérioration de la situation économique des femmes, tant du côté de la stabilité de l'emploi, des conditions de travail et des salaires a miné la capacité d'indépendance économique des femmes pendant que la continuelle détérioration de la situation économique des hommes, même si elle reste bien supérieure à celle des femmes, et par le fait même de leur statut de gagne-pain familial, a contribué à aiguïser les conflits femmes-hommes — en symbiose avec le « libre marché » de la pornographie et de la violence « multimédia » — entraînant un plus haut niveau de violence, psychologique ou physique, de faible ou haute intensité. Bourgeoisie et gouvernements ont su profiter de cette vulnérabilité des femmes, portées dans ces conditions à accueillir favorablement toute aumône, tout en solidifiant les valeurs traditionnelles aux racines du chauvinisme ... et en aidant leur agenda de libéralisation du marché du travail et de déficit zéro.

Les rabais d'impôts aux familles avec enfants se substituent à une politique de services publics et de création d'emplois bénéficiant aux femmes, aux enfants et aux jeunes, ce qui alourdit les obligations sociales de la cellule familiale principalement supportée par la femme, tout en profitant davantage aux familles riches. Les garderies à 5\$ coupent l'herbe sous le pied aux très nombreuses garderies au noir bon marché qui échappaient à l'impôt tout en encourageant la réintégration des mères pauvres sur le marché du travail à un bas salaire et sans qu'il ne soit assuré que les salaires et conditions de travail des travailleuses en garderie, et encore moins des travailleuses au noir, en seraient améliorés. La perception obligatoire des pensions alimentaires écœure les bons payeurs mais demeure inefficace pour les mauvais payeurs, tout en soulageant, cependant, le budget de l'aide sociale. Quant à la nomination d'Adrienne Clarkson au poste de gouverneur général comme faux symbole des femmes immigrées ouvertes aux francophones, c'est la cerise sur le *sundae* de l'hypocrisie.

Cette forte aggravation de la vulnérabilité des femmes durant la décennie 90 s'est répercutée sur les organisations de femmes. Celles-ci se replient de plus en plus sur le soutien pointu des femmes exclues — frappées très durement par les politiques néolibérales — au détriment des luttes pour des alternatives. Fini le temps où le National Action Committee of Women (NAC) était le fer de lance de la gauche canadienne-anglaise dans le débat constitutionnel en prônant la thèse des trois nations et en forçant les chefs de parti à faire un débat électoral sur la question des femmes au cœur duquel ceux-ci ont dû se compromettre sur la question d'un réseau pan-canadien de garderies, promesse que bien sûr les Libéraux fédéraux n'ont jamais tenue.

Au Québec, si la Marche des femmes de 1995 avait indirectement proposé une alternative aux coupures en donnant la priorité à des investissements dans les « infrastructures

sociales », le résultat en fut une valorisation de « l'économie sociale » comme substitut aux services publics, ce qu'accepta la Fédération des femmes du Québec (FFQ) par « réalisme ». On note d'ailleurs que les revendications québécoises pour la Marche des femmes de l'an 2000, bien que plusieurs soient passablement détaillées en ce qui concerne les femmes exclues, restent silencieuses sur des points cruciaux concernant les femmes syndiquées et même la femme comme ménagère : un réinvestissement massif dans les services publics, l'équité salariale, un réseau national de garderies intégré aux services publics, une amélioration drastique des congés parentaux, l'abaissement du temps de travail à 32 heures sans baisse de salaire.

Pourtant, plusieurs de ces revendications ont été des centres d'intérêt ces dernières années, de même que les femmes syndiquées, durant la présente décennie, furent l'objet de dures attaques et le sujet de courageuses ripostes. Il est assez tragique de constater comment les femmes syndiquées, d'un côté, sont laissées à elles-mêmes par les directions syndicales — songeons aux infirmières du Québec et aux téléphonistes de Bell — et de l'autre, comment elles sont oubliées par les hautes directions du mouvement autonome des femmes. Il semble qu'il n'y ait que les tribunaux pour les appuyer, comme en témoignent tant le jugement de la Cour suprême en 1988 au sujet de l'inconstitutionnalité de la loi sur l'avortement que plusieurs jugements plus récents favorables à l'équité salariale, revendication qui avait beaucoup mobilisée les femmes dans les années 80.

Certes, on ne peut pas qualifier les hauts tribunaux de féministes — la récente décision de la Cour suprême au sujet des danses-contact aura remis les pendules à l'heure — mais, encore une fois, ils sont les défenseurs les plus conséquents de la stratégie bourgeoise. Les fédéralistes ont besoin de l'appui des femmes dans leur combat à finir contre les indépendantistes québécois, ce qui, bien sûr, oblige aussi la direction péquiste à leur faire des courbettes. La difficulté pour les uns et pour les autres est de gagner l'appui des directions du mouvement des femmes sans compromettre la compétitivité néolibérale.

À cet égard, la revendication de l'équité salariale est particulièrement subversive — comme le sont le réinvestissement massif dans les services publics et programmes sociaux ou encore les 32 heures payées 40 — d'où l'intervention des tribunaux pour sauver les directions politiques de leur paralysie. Dommage que les directions du mouvement des femmes jouent le jeu de la bourgeoisie — tout comme les directions syndicales — en situant leur programme de revendications dans le cadre d'un néolibéralisme à visage humain. Certes, ce néolibéralisme à visage humain est possible dans l'actuelle phase de prospérité du cycle d'affaires. Il en devient même la politique de plusieurs gouvernements et même du FMI et de la Banque Mondiale, dont le discours parlent de plus en plus d'aide aux pauvres et de soutien aux femmes. Le retour de la crise créera beaucoup de désillusions.

4. Des marges de manœuvre pour faire taire les classes « moyennes »

Par rapport au prolétariat anglophone, en plus d'une campagne permanente de *nation building* sur la base d'un culte du drapeau à l'américaine par l'ensemble des forces fédéralistes, le gouvernement fédéral, en parvenant à atteindre le déficit zéro en 1998, a retrouvé des marges de manœuvres lui permettant des concessions, particulièrement à la petite bourgeoisie et aux couches organisées et mieux rémunérées du prolétariat, c'est-à-dire à la classe dite « moyenne ». Déjà, le gouvernement fédéral, en plus de remettre des argents dans la santé — mais sans revenir à la hauteur du dernier budget Conservateur même en termes de dollars courants donc sans tenir compte de l'inflation et de l'accroissement de la population — a concédé des rabais d'impôts sur le revenu à tous les contribuables, spécialement à ceux ayant des enfants, mais qui automatiquement bénéficient davantage aux contribuables à revenus élevés et moyens.

Le temps est fini — jusqu'à la prochaine crise — de l'attaque frontale, tout à fait réussie et unique dans le G-7, de la bourgeoisie contre un prolétariat incapable de riposte unifiée car profondément divisée par la question nationale québécoise. Le traumatisme du référendum de 1995 — traumatisme pour les fédéralistes — au beau milieu de cette attaque frontale contre les services publics, les programmes de soutien du revenu et les salaires, n'avait pas du tout aidé la cause fédéraliste, d'autant plus que le nouveau gouvernement ontarien du conservateur Harris, élu en juin 1995, en rajoutait.

Heureusement pour la cause fédéraliste, le chauvinisme anti-Québec, auquel répondait un nationalisme étroit au Québec, était quand même devenu assez solide pour priver le peuple québécois de tout appui militant venant du Canada anglais — malgré une déclaration bienvenue du CTC sur le droit du peuple québécois de choisir son avenir — alors que les fédéralistes, aidés financièrement par les monopoles du transport aérien, ferroviaire et d'autocar, ont pu mobiliser à Montréal et à Hull un hypocrite *love-in* quelques jours avant le référendum.

5. Les déviations fédéralistes de droite et de gauche

En 1998, l'offensive bourgeoise du déficit zéro, commencée en 1993, s'achevait en victoire complète, un peu plus tôt en Alberta, un peu plus tard au Québec et encore un peu plus en Ontario où elle s'achèvera l'an prochain. Le gouvernement de l'Ontario — 50% de la population du Canada anglais — est d'ailleurs une épine au pied de la stratégie fédéraliste telle que conçue par Ottawa et la bourgeoisie monopoliste, le gouvernement Harris étant plutôt représentatif de la bourgeoisie moyenne hors Toronto et d'une grande partie de la classe « moyenne » des banlieues. Le gouvernement Harris en privilégiant la baisse des impôts mais sans pour autant sacrifier la lutte contre le déficit — comme le gouvernement péquiste, le gouvernement Harris vient de passer une loi anti-déficit auquel il a rajouté une clause anti-hausse d'impôt sans référendum préalable — a redoublé d'ardeur dans les coupures, servant ainsi de repoussoir pour le gouvernement péquiste.

Cet ardeur reaganienne se retrouve aussi dans le gouvernement Klein de l'Alberta qui non seulement baisse les impôts mais compte prochainement instaurer un taux d'imposition unique sur le revenu des particuliers (*flat tax*). Mais la pléthore de revenus et d'investissements pétroliers et gaziers de l'Alberta, grâce à la récente montée des prix mondiaux du pétrole, situe l'Alberta sur une autre planète qui lui permet la quadrature du cercle d'importants surplus publics, de bas impôts et basses taxes records et même d'un significatif réinvestissement dans les services publics après, il est vrai, des coupures très importantes dans la première partie de la décennie.

Cet agenda ultra-néolibéral est porté au niveau fédéral par le Reform Party. Cependant, et heureusement pour les fédéralistes *mainstream* du Parti libéral, la longue période de reprise et de prospérité, et le succès de la stratégie du déficit zéro qui en fut la conséquence, a dégonflé les voiles de ce parti qui prônait une profonde privatisation et un démantèlement en grande de l'appareil de l'État sous couvert à la fois d'une lutte plus énergique contre le déficit et d'une baisse radicale des impôts. Suite à quoi son projet de regroupement de la droite dans le nouveau parti de l'Alternative Unie a magistralement échoué parce que les dirigeants Conservateurs veulent en revenir à un conservatisme « à visage humain » tant sur le plan économique, social que constitutionnel, redevenu électoralement rentable surtout en Ontario et au Québec, d'où le refus de son nouveau chef, l'ancien Premier ministre fédéral Joe Clark, d'appuyer le plan B. Les victoires surprises des Conservateurs de Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick durant l'été 1999 leur ont redonné confiance en eux-mêmes.

Une autre épine au pied de la stratégie fédéraliste, au cours des années 90, allait aussi être le gouvernement NPD de la Colombie-britannique. N'ayant pas été atteint par la crise de 1990-91, à cause de son intégration à la prospère économie du Pacifique et à cause de la fuite des capitaux de Hong Kong dont elle était un important point de chute, le gouvernement NPD, élu en 1991 après un long règne créditiste, allait bénéficier d'une certaine marge de manœuvre. S'il fut impitoyable pour les bénéficiaires de l'aide sociale et prit le parti des monopoles de la forêt dont les pratiques forestières étaient contestées par les nations autochtones et le mouvement environnemental, il eut les moyens, tout en frôlant l'atteinte du déficit zéro, d'éviter de dures coupures dans les services publics, ce qui lui valut le soutien solide des directions syndicales — et des environnementalistes modérés suite à certaines réformes forestières — pendant que le gouvernement NPD de l'Ontario, au pouvoir au début des années 90, s'aliénait une bonne partie des directions syndicales du secteur public par un austère « contrat social ».

Cette toute relative indépendance politique lui valut une solide inimitié de la part de la bourgeoisie locale, d'autant plus que le fort nationalisme canadien du NPD colombien, s'il était anti-Québec à souhait et s'il sut manœuvrer correctement face aux demandes autochtones — politique de dure répression contre le militantisme radical à l'occasion de la crise de lac Gustafsen mais politique de compromis face aux demandes « raisonnables » des Nisga'a malgré l'opposition réactionnaire du Reform Party fédéral, très présent en Colombie-britannique, et des Libéraux colombiens, tous deux étant les partis de l'opposition

officielle dans leurs parlements respectifs — avait un trop important relent anti-américain qui se manifesta surtout à l'occasion de la guerre du saumon du Pacifique et de la controverse des essais d'armes potentiellement nucléaires par la marine américaine dans les eaux canadiennes.

La bourgeoisie locale, grâce aux médias, allait réussir à discréditer à ce point les premiers ministres Hartcourt et Clark que tous deux allaient être contraints de démissionner à tour de rôle. Mais les Libéraux de Glen Campbell, le parti de la bourgeoisie qui a remplacé un parti créditiste devenu trop conservateur et pas assez néolibéral, bien qu'il ait eu la majorité des voix aux élections de 1996 n'a pas pu déloger le NPD colombien. Reste que les jours du NPD colombien paraissent comptés si l'on se fie aux sondages.

Cette approche « social-libérale » (sociale-démocrate servie à la sauce néolibérale) et nationaliste canadienne, le populisme en moins, se retrouve dans le NPD-Canada. On a vu ce parti, à son congrès de l'été dernier, adopté le blairisme, le discours en moins, et tendre la main à la PME. Par contre la ré-affirmation par résolution du droit de Québec de choisir librement son avenir s'est effondré quand, après quelques hésitations, le NPD a décidé d'appuyer la nouvelle législation Chrétien-Dion niant « clairement » au Québec son droit à l'autodétermination sous prétexte de clarté de la question et de la majorité dont les critères seront décidés par le gouvernement fédéral.

6. Une plus grande dépendance envers les ÉU

Le succès, à première vue étonnant, de l'offensive néolibérale bourgeoise — fédéralistes et souverainistes confondus — aura été possible grâce à une longue période de reprise et de prospérité aux États Unis qui a tiré les économies canadienne et québécoise. Non seulement le Canada a-t-il exporté 30% de la totalité de son PIB aux ÉU en 1998, contre 20% au début de la décennie, mais il a dégagé avec les ÉU un surplus d'exportations sur les importations de 4% de son PIB. Loin de se résorber en 1999, comme le laissent croire certains commentaires prétendant que la croissance du PIB canadien est de plus en plus autonome, les exportations canadiennes vers les ÉU moins les importations des ÉU, pour les neuf premiers mois de 1999, égalaient près de 7% du PIB du Canada.

Ce très important surplus en croissance rapide — que la bourgeoisie américaine passe sous silence contrairement à ceux avec le Japon et la Chine — permet non seulement de plus que combler le déficit commercial canadien avec le restant du monde mais surtout d'à peu près compenser le déficit canadien au niveau des services et surtout celui des paiements d'intérêt. Malgré tout, cependant, le compte courant canadien reste habituellement légèrement négatif. C'est dire l'importance cruciale du surplus d'exportation vers les ÉU pour éviter un grave débalancement du compte courant canadien. C'est donc dire l'impact de toute crise aux ÉU sur l'économie du Canada de même que l'extrême sensibilité de l'économie canadienne à la politique commerciale des ÉU.

Faut-il souligner que le facteur déterminant du boom américain — une fois acquis un succès complet des politiques néolibérales qui y ont beaucoup augmenté pauvreté et inégalité — aura été sa capacité d'absorber une part importante du surplus de l'épargne mondiale — au rythme d'environ 250-300 milliards \$US l'an ces dernières années — sans générer d'inflation — au contraire, la hausse du dollar américain qui s'ensuivit a servi à la combattre — et sans crainte de fuite des capitaux — le rôle du dollar américain comme monnaie mondiale de réserve, d'échange et de compte, de même que l'importance du marché américain pour l'équilibre des flux mondiaux de marchandises, sans compter le racket mondial de protection de la machine de guerre américaine. Le fait d'être devenu la grande éponge des surplus de l'épargne mondial, sans inflation et sans fuite des capitaux, a permis, jusqu'ici, aux ÉU de s'endetter à un rythme de plus en plus rapide pour soutenir leur prospérité.

Si dans les années 80, c'était avant tout les bons américains du trésor qui absorbaient cette épargne pour financer le déficit public américain, désormais elle s'engouffre avant tout dans la spéculation boursière — dont les cotes n'ont plus aucun rapport avec la réalité des profits même si ceux-ci sont à un haut niveau — et dans le financement de cette partie des fusions et acquisitions sur le marché américain qui vient hors des ÉU. Cette spéculation boursière, en plus d'éponger une bonne partie de l'épargne mondiale, crée un « effet de richesse » virtuel qui dope la consommation en incitant les ménages à épargner beaucoup moins, au point que l'épargne américaine est devenue négative, et à s'endetter beaucoup plus. La croissance américaine est donc devenue très sensible à un éventuel effondrement boursier qui aurait comme effet tant une fuite des capitaux étrangers qu'un brusque arrêt de la consommation.

L'ALÉ, signé en 1989, puis l'ALÉNA, signé en 1994, aiguillonnés par l'endettement extérieur des gouvernements canadiens, ont fourni le cadre du succès de la contre-offensive du déficit zéro. Le gouvernement Mulroney aura fait le lit du gouvernement Chrétien. Le prix en aura été un arrimage plus solide de la bourgeoisie canadienne à la bourgeoisie américaine. Fini le temps de défier la diplomatie américaine par exemple en prenant le contre-pied de sa politique d'embargo contre Cuba ou en prônant une « troisième voie ». Désormais le Canada joue son rôle d'allié indéfectible tant dans la Guerre du Golfe que dans celle du Kosova, appuyé dans l'enthousiasme par le PQ. Libre à ceux et à celles qui veulent s'illusionner en invoquant l'hypocrite traité international sur les mines anti-personnelles, piloté par le Canada, de penser le contraire. Si le Parti libéral du Canada est resté fidèle à sa stratégie d'isolement du Québec à la Trudeau, il a dû se rallier à celle du gouvernement Mulroney en ce qui a trait à sa politique vis-à-vis des ÉU.

7. Bilinguisme et multiculturalisme

La stratégie d'isolement du Québec passe aussi par une politique de conciliation envers les autres nations et nationalités opprimées. La politique de multiculturalisme du gouvernement fédéral, inaugurée par le gouvernement Trudeau, reste le moyen par

excellence d'entretenir et de contrôler les élites des groupes culturelles. De même, la politique du bilinguisme, en finançant l'apprentissage de l'autre langue officielle et les groupes s'en réclamant, sert à noyer les francophones hors Québec, dont la grande masse est d'origine modeste, dans une élite anglophone bilingue férue d'immersion totale et de postes administratifs exigeant le bilinguisme, tout en contrôlant les petites élites francophones restées fort conservatrices et très isolées mais fortement fédéralistes.

Au Québec, la politique du bilinguisme sert à financer la politique réactionnaire d'une minorité anglophone relativement aisée et privilégiée, nullement opprimée — disposant par exemple d'un réseau scolaire et hospitalier de qualité supérieure à la majorité francophone — qui ne craint plus d'en appeler ouvertement à la partition du Québec depuis leur grande frousse référendaire en 1995. De plus, le bilinguisme, étant donné la prépondérance de fait de l'anglais dans les sphères économique, médiatique et scientifique — l'anglais devenant la *lingua franca* du capitalisme néolibéral — étant donné son énorme poids démographique au nord du Rio Grande, étant donné la domination américaine de l'Amérique du Nord et étant donné l'oppression canadienne-anglaise dans l'État canadien, devient de plus en plus un outil d'assimilation même au Québec tant dans les zones frontalières comme l'Outaouais québécois que dans les zones à forte dominance anglophone comme le West Island montréalais.

À cause de ces politiques, les minorités culturelles, les minorités francophones hors Québec et la minorité anglophone québécoise demeurent des bases solides des Libéraux fédéraux. Seul la nation acadienne, surtout au Nouveau-Brunswick, parvient encore à échapper, un tant soit peu, tant à l'assimilation (avec les régions franco-ontariennes limitrophes au Québec) qu'à l'emprise du Parti libéral. En effet, tant la politique du déficit zéro que la politique anti-Québec du gouvernement libéral ont été mal accueillies en Acadie. Cela a valu au NPD une première percée au niveau fédéral et aux Conservateurs une victoire surprise aux récentes élections provinciales. De plus en plus d'Acadiens et Acadiennes réalisent que les gouvernements fédéral et du Nouveau-Brunswick aiment bien les utiliser dans leur politique internationale de la francophonie pour mieux marginaliser le Québec mais qu'ils sont bien moins pressés d'implanter un bilinguisme réel, proclamé en 1969 mais rendu officiellement opérant seulement en 1989.

8. La politique fédérale fait déborder les chauvinismes

De l'autre côté, la politique de *nation building* fédéral sur le dos du Québec attise un chauvinisme non seulement anti-Québec et anti-francophone mais renforce le chauvinisme blanc anti-aborigène, anti-noir et anti-immigrant. Les gouvernements provinciaux et municipaux en sont les principaux porteurs contre la volonté d'Ottawa et du grand capital. On a vu, dernièrement, le gouvernement Harris multiplier les vexations contre la minorité franco-ontarienne que ce soit par rapport à la fermeture du seul hôpital francophone de l'Ontario (Montfort), malgré un jugement favorable à la minorité franco-ontarienne, ou par

rapport au retrait du statut bilingue de la capitale fédérale, si factice fut-il, obligeant le Premier ministre Chrétien à réprouver du bout des lèvres le Premier ministre ontarien.

Même le prolétariat québécois est devenu la cible du gouvernement Harris. Non seulement crée-t-il des obstacles aux travailleurs et entrepreneurs de la construction québécois pour travailler en Ontario mais il essaie maintenant de congestionner par exprès la circulation sur le principal pont entre Ottawa et Hull, invoquant des prétextes écologistes, alors que le quart des travailleurs et travailleuses de l'Outaouais québécois gagnent leur vie du côté ontarien. De même, l'importation massive, par la bourgeoisie canadienne, de minorités non-blanches, très concentrées à Toronto — nécessaires à la compétitivité néolibérale dans le cadre de l'ALÉNA pour contre-balancer l'immigration illégale aux ÉU à travers la très longue frontière mexicano-américaine, de loin la plus importante entre un pays impérialiste et un pays du tiers monde — envenime-t-elle un racisme auprès duquel le racisme anti-noir québécois fait pâle figure.

De son côté, le Reform Party est connu pour son conservatisme social, ce qui l'amène non seulement à s'opposer au bilinguisme et à favoriser les partitionnistes anglo-québécois, mais aussi à se montrer hostiles aux autochtones — en témoigne leur obstructionnisme contre l'accord avec les Nigsa'a — et aux immigrants — en témoigne leur hystérie à propos des immigrés chinois clandestins jetés sur les côtes de la Colombie-britannique — de même qu'à mal cacher sa haine des gays et lesbiennes. Somme toute, la promotion, depuis une génération, de l'individualisme néolibéral combinée à celle de la « nation » canadienne contre toutes les autres réalités nationales — dans la plus pure tradition de Lord Durham — ont développé des courants ethnique et raciste que les stratèges fédéralistes arrivent de plus en plus mal à contenir.

9. Les traités inégaux : contre les peuples autochtones... et québécois

La stratégie d'isolement du Québec a aussi nécessité une ouverture du côté des dirigeants autochtones, eux-mêmes poussés par leurs peuples pour obtenir plus de droits territoriaux et plus d'autonomie gouvernementale. L'éveil nationaliste des peuples autochtones dans les années 60 et 70, en synergie avec celui des peuples québécois, acadien et franco-canadien dans le cadre de la lutte des peuples du tiers monde pour leurs indépendances, avait obligé le gouvernement fédéral à en revenir au système des traités abandonné dans les années 1920. En effet, depuis les débuts de la colonisation, les gouvernements blancs, coloniaux puis « créoles », avaient régi leurs rapports avec les nations autochtones sur la base de traités qui étaient devenus de plus en plus inégaux au fur et à mesure de l'évolution des rapports de force.

Si les alliances avec les nations autochtones avaient été stratégiques dans le rapport de forces français-anglais jusqu'à la Conquête de 1759-60, sans compter qu'il existait alors un déséquilibre démographique, économique et technologique qui n'était pas autant

disproportionné ; si elle étaient restées importantes jusqu'à la guerre anglo-américaine de 1812-13 ; si elles avaient encore un fondement économique non négligeable, à cause de l'importance de la collaboration des nations autochtones et métis dans le commerce des fourrures, jusqu'à l'absorption du territoire de la Cie de la Baie d'Hudson par le Canada en 1871, les traités avec les nations aborigènes signés par le Canada-uni puis par la Confédération canadienne de 1850 à 1929 ne furent que des caricatures cautionnant l'infantilisation des aborigènes comme « pupilles de l'État » dans le cadre de la loi des Indiens voté en 1876.

Après les années 20, la précaution des traités ne fut même plus nécessaire pour appliquer le système d'apartheid des réserves, tout au moins dans la moitié sud du Canada. L'éveil nationaliste des années 60 allait obliger les gouvernements fédéral et provinciaux à changer de politique. La première tentative, le Livre blanc de 1969 du gouvernement Trudeau, niait complètement la réalité nationale aborigène au nom de l'égalité citoyenne. On proposait d'abolir l'inique Loi des indiens sans rien lui substituer. Suite à la montée rapide du danger « séparatiste » québécois à la fin des années 60, le gouvernement Trudeau abandonnait le mythe des « deux peuples fondateurs » pour lui substituer celui d'une mythique nation *canadian* composée d'individus soi-disant libres et égaux. Étant donné la faiblesse relative socio-économique des nations aborigènes qui alors n'avaient même pas alors d'organisations représentatives pan-canadiennes, le zélé ministre du Nord et des Affaires indiennes d'alors, Jean Chrétien, pensait leur imposer sans coup férir la vision Trudeau du Canada.

Les protestations des représentants aborigènes furent telles qu'il fallut l'intervention des tribunaux, en 1973, pour aider le gouvernement canadien à se sortir du cul-de-sac dans lequel il s'était fourré et qui, à terme, pouvait amener la nouvelle et jeune génération de leaders aborigènes à proposer une alliance avec la nation québécoise. La Cour suprême obligea donc le gouvernement canadien à en revenir à un système d'accords et de traités pour les terres ne faisant pas l'objet de traités anciens, donc essentiellement pour le nord du Québec, la Colombie-britannique, le Yukon et la partie est des Territoires du Nord-Ouest.

Il ne s'agissait donc pas de réviser, pour l'essentiel, les traités iniques de la période 1850-1929 qui, à toute fin pratique, n'accordait que des réserves — souvent remises en question pour des fins d'utilité publique ou de développement — et un droit de chasse et de pêche sur les terres publiques qui s'avérera fort aléatoire au fur et à mesure que la « horde blanche » pénétrera ces territoires. Il s'agissait de garantir l'accès des abondantes ressources naturelles nordiques — pétrole, minerais, forêts, hydroélectricité — aux transnationales au moindre coût économique tout en donnant leur « part » — la plus minime possible — aux dirigeants aborigènes. L'ALÉ et l'ALÉNA, particulièrement la garantie de fourniture énergétique aux ÉU à un niveau historique quoiqu'il advienne et le traitement national des entreprises étrangères, n'ont, par la suite, que renforcer cette « nécessité économique » libre-échangiste.

Mais il s'agissait aussi d'utiliser les dirigeants aborigènes dans la politique d'isolement du Québec, politique redevenue impérieuse après la conquête du pouvoir par le PQ en 1976. D'ailleurs, le premier de la nouvelle génération de traités inégaux fut la Convention de la Baie James de 1977 avec les Cris, suivi de la Convention du Nord-Est québécois en 1978 avec les Inuits. Les 12 autres accords conclus à ce jour, dont celui très médiatisé sur le Nunavut, signé en 1993 et mis en application avec fanfare et trompettes au printemps 1999, et le dernier, très controversé et ratifié par le Parlement fédéral en décembre 1999, avec la nation Nisga'a habitant une petite vallée du nord-ouest de la Colombie britannique, n'en sont que des avatars.

La politique fédérale fut d'autant plus facile à appliquer que la direction péquiste s'y était ralliée dans l'enthousiasme préoccupée qu'elle était non pas de libération du Québec mais, d'une part, d'ouvrir des champs d'investissements nouveaux à l'aile québécoise de la bourgeoisie canadienne et, d'autre part, de plaire à l'impérialisme américain, avide de « l'énergie du Nord » dont il finançait allègrement le pillage, dans le vain espoir d'avoir son soutien pour son projet de souveraineté-association fondée sur le libre-échange nord-américain. Ces deux conventions une fois signées, ne restait plus, au Québec, que le territoire innu à encadrer dans une convention — la vallée du St-Laurent étant déjà régie par la Proclamation royale de 1763. Mais les Innus, d'une part, restaient trop francisés, donc susceptibles de trop comprendre les aspirations nationales québécoises, et, d'autre part, avaient trop maille à partir avec le fédéral au sujet des vols à basse altitude, à partir d'une base de l'OTAN située sur leur territoire, pour qu'une entente soit possible rapidement.

10. La lutte pour les droits inhérents

Le fédéral ayant réussi à s'imposer comme arbitre pour tout litige territorial futur concernant plus de la moitié du territoire du Québec, il perdit son enthousiasme pour tout autre règlement, d'autant plus que les contestations radicales autochtones des années 60 et 70 laissaient place davantage à une politique de lobbying. Jusqu'en 1992, une seule autre entente fut signée. Les directions aborigènes, maintenant organisée nationalement en plusieurs organisations — autochtones avec et sans statut, métis et inuit — pour débloquer la situation, monnaya son appui au fédéral dans sa lutte contre le Québec. Si la Constitution de 1982 enleva au Québec son droit de veto pour ne lui laisser que son statut de province « comme les autres », elle accorda aux nations aborigènes des « droits inhérents ».

Cette concession faite, le fédéral n'y voulut voir qu'une boîte vide qui ne l'obligeait à rien. La bourgeoisie ne voulait pas partager l'immense gâteau des ressources nordiques dont elle s'était emparée au XIX^{ie} siècle. Il fallut un réveil du militantisme autochtone à la fin des années 80 — on pense aux Haïdas de Colombie britannique, aux Lubicons cree de l'Alberta et aux Algonquins (Anishnabé) du lac Barrière au Québec — concomitant à celui du peuple québécois, qui culmina dans la crise d'Oka-Kanehsatake où s'imbriquèrent comme jamais les questions nationales québécoise et aborigènes, et qui se prolongea dans « l'été des Indiens » de 1995 — le siège du territoire shuswap du lac Gustafsen en Colombie

britannique par la GRC et l'armée, l'assaut de la police ontarienne du territoire anishnabé d'Ipperwash résultant en l'assassinat d'un autochtone non armé, les blocages de routes forestières par les Miq'mac du Nouveau-Brunswick — pour qu'encore une fois, les tribunaux viennent au secours de la turpitude des gouvernements blancs.

En particulier les arrêts Sparrow (1990) et Delgamuukw (1997) obligèrent les gouvernements à reconnaître aux nations autochtones un certain droit de propriété — en parallèle avec le droit de propriété publique et privée — et d'accès aux ressources basé non seulement sur les anciens traités mais aussi sur les traditions orales autochtones. De là une nouvelle série d'accords dont celui donnant naissance au Nunavut et celui avec les Nisga'a. Dans ces nouveaux accords, les gouvernements blancs ont renoncé — pour l'instant — à tout avoir pour rien ou presque.

Pour obtenir la clarification des droits de propriétés, nécessaire à l'exploitation des ressources par les transnationales, ils concèdent aux dirigeants autochtones un droit de propriété privée sur une petite partie de leur territoire historique — 8% pour les Nisga'a, 19% pour les Inuits du Nunavut mais seulement 2% pour les cruciaux droits minéraux — ils leur accordent un droit limité de chasse et pêche sur le restant, ils acceptent de les consulter en ce qui concerne l'aménagement du territoire et pour la gestion de la flore et de la faune, ils leur garantissent une part des emplois gouvernementaux sur leur territoire et des redevances sur l'exploitation des ressources naturelles, ils leur garantissent le financement de l'administration et des services publics, ils leur concèdent une compensation monétaire — ex. 1.1 milliard \$ sur 20 ans pour le Nunavut — et, finalement, ils leur accordent un gouvernement municipal (ou territorial, c'est-à-dire une créature fédérale, dans le cas du Nunavut) amélioré en guise d'auto-gouvernement.

En retour, cependant, ces territoires continuent d'être soumis aux lois fédérales et provinciales, qui auront préséance dans le cas de conflit avec l'éventuelle législation autochtone, y compris le code criminel, les lois environnementales et, *last but not the least*, le régime de taxation — le tout permettant au fédéral de s'immiscer dans les domaines réservés aux provinces par la constitution. Il n'est donc pas question de reconnaissance nationale ou de double citoyenneté, ni même de troisième niveau de gouvernement constitutionnellement reconnu comme le proposaient l'Accord avorté de Charlottetown et encore, en 1996, le rapport Dussault-Erasmus, tabletté depuis.

Par contre, gouvernements et bourgeoisie espèrent que la gestion administrative des nouveaux territoires, de même que la gestion des compensations sur un mode de placements et d'investissements, détacheront les élites autochtones de leurs peuples pour les intégrer aux derniers échelons de la bourgeoisie blanche. Ainsi, les actuelles élites autochtones pourraient-elles se doter à la longue d'une base économique que leur actuel statut de récipiendaires et dispensateurs des subventions gouvernementales ne leur donnent pas. On reconnaît là la stratégie passablement réussie de la bourgeoisie américaine envers les directions de la nation afro-américaine.

11. L'autodétermination des peuples contre la compétitivité néolibérale et le pillage des ressources

Cette stratégie d'intégration des élites nationales ne baigne pas dans l'huile pour autant. S'y opposent, d'un côté, les âpres exigences de la compétitivité mondiale qui exigent de ne pas gaspiller de plus-value pour la paix sociale ; la pauvreté des régions périphériques qui aiguïsent les contradictions pauvre blanc-aborigène pour le droit d'être exploité en exclusive par les monopoles des ressources naturelles ; l'impératif politique du libre-échange qui exige des États de fonctionner comme états-majors centralisés de la bourgeoisie nationale qui sera d'autant plus forte que sa base étatique sera étendue, peuplée et unifiée ; l'hydre chauvin entretenu et galvanisé par les politiciens et les médias qui poussent à la haine des fractions populaires déstabilisées par l'exclusion et l'idéologie du chacun pour soi néolibéral.

S'y opposent aussi, de l'autre côté, les peuples opprimés qu'on peut contraindre au silence la plupart du temps à cause des exigences de la lutte pour la survie, qu'on peut tromper un certain temps par d'habiles manœuvres politiciennes, mais qui n'en aspirent pas moins à une authentique libération nationale. Les peuples rêvent d'un auto-gouvernement reconnu constitutionnellement, si ce n'est indépendant, économiquement auto-suffisant et doté d'un territoire national exclusif quitte à co-gérer des territoires limitrophes communs, le tout reconnu par des traités internationaux garantis par des chartes et des institutions internationales suffisamment fortes.

Ces contradictions engendrent des tensions qui doivent être sans cesse arbitrées soit par un gouvernement supérieur moins affecté par un affrontement local ou soit, encore une fois, par les tribunaux qui, à l'abri des pressions immédiates des caisses électorales et des jugements médiatiques, peuvent davantage garantir les intérêts stratégiques de la bourgeoisie.

De la même manière que les conflits ouvriers obligent les entreprises à se moderniser malgré elles, donc à rester compétitives, en remplaçant leurs ouvriers par des machines, les conflits aborigènes obligent les gouvernements à quelque peu « écologiser » la gestion des ressources naturelles, donc à préserver une base naturelle nécessaire à l'exploitation du travail. Hydro-Québec aurait-elle mise le bout du pied dans l'éolien si elle était en train de développer le potentiel hydroélectrique de la rivière Grande-Baleine contre lequel les Cris de la Baie James se sont mobilisés au début des années 90 ? Le gouvernement NPD de Colombie-britannique aurait-il minimalement encadré les pratiques forestières n'eût été des luttes des autochtones de la côte du Pacifique pour la préservation des forêts ?

Reste qu'écologisme ne rime pas avec libre-échange. Le gouvernement fédéral, pressé par les gouvernements des provinces de l'Ouest, hésite toujours légiférer pour appliquer les accords de Kyoto régulant l'effet de serre alors que ces accords ne sont qu'eux-mêmes un insatisfaisant compromis. Le Québec a laissé tomber le développement d'un embryonnaire secteur environnemental. Pour les uns comme pour les autres, les exportations des secteurs

des ressources énergétiques et naturelles demeurent une priorité dont la compétitivité ne saurait être compromise par de quelconques contraintes écologiques un tant soit peu sérieuses.

De même la priorité donnée aux exportations du secteur ontarien de l'automobile, aiguillonné par la croissance de la production des polluants camions et véhicules utilitaires (4X4), entre en contradiction avec le développement des transports publics que ce soit pour les passagers ou les marchandises. Par le fait même, il ne saurait être question d'une réforme de la planification urbaine tant auto rime avec bungalow. Ce n'est pas non plus la libéralisation de l'agriculture, des pêcheries et de la foresterie qui va mettre fin à l'agriculture chimique, à la disparition des poissons de fond et au pillage des forêts.

La rupture des équilibres écologiques se conjugue avec la gestion nationaliste des conflits nationaux dans un contexte de libre-échange. D'un côté, la pression du libre-échange pousse au pillage des ressources et aux pollutions de toutes sortes, en ce sens que les impératifs à court terme l'emportent sur ceux à long terme. De l'autre, le fait que beaucoup de nations opprimées habitent des territoires à ressources abondantes ou bien dépendent davantage de l'exploitation des ressources que la nation dominante, conduit les directions politiques à proposer ou laisser faire une sur-exploitation des ressources ou la pollution comme solution aux antagonismes dominants-dominés ou comme aiguisement des contradictions dominés-dominés dans l'esprit de diviser pour régner.

C. Une alliance anti-capitaliste pour un réinvestissement massif dans les dépenses sociales et contre le plan B

1. La dictature du capital financier et des transnationales, le point de mire de toutes nos luttes

Prolétariat, peuples opprimés, femmes, jeunes et écologistes livrent chacun de leur côté des combats contre les conséquences souvent drastiques des politiques néolibérales et du libre-échange. Si des gains sporadiques et partiels en résultent parfois — et cela arrive fréquemment dans l'actuelle phase de prospérité comme en témoignent des gains réels pour les syndicats liés aux industries de l'exportation et, depuis la victoire du déficit zéro, pour ceux du secteur public — c'est toujours sur un fond de défaite stratégique qui résulte en un recul global.

Ces reculs sont évidents pour l'ensemble des exclu-e-s, parmi lesquels prédominent femmes et jeunes, qui forment un bon quart du prolétariat de l'État canadien. La politique bourgeoise consiste à couper les vivres d'une manière ou d'une autre aux sans travail, à temps plein ou à temps partiel si l'on peut dire, pour les forcer à ré-intégrer le marché du travail à n'importe quel salaire et condition de travail, avec ou sans programme de ré-

insertion ou de formation. La pression sur les bénéficiaires de l'assistance sociale ne se relâchera pas de sitôt, au contraire.

Par contre, les « petits salariés » seront minimalement aidés à rester, sans protester, sur le marché du travail — et à procréer — par des exemptions ou rabais d'impôt, des crédits d'impôt pour enfants, des frais de garde minimales. Peut-être la bourgeoisie pourra-t-elle aller jusqu'à instaurer un « revenu de citoyenneté » pour complètement délier travail et revenu tout en créant une illusion d'égalité citoyenne. Ce « revenu de citoyenneté » subventionnerait les bas salaires et marginaliserait davantage les « non-citoyens » (réfugiés clandestins ou non, immigrés illégaux, contrevenants de toute sorte). De plus, ce chèque devant être obligatoirement dépensé sur le marché privé, il encouragerait le développement de ce marché, y compris les services d'éducation et de santé privatisés, faute de fonds publics pour les renflouer les services publics parce que ces fonds seraient consacrés en priorité au « revenu de citoyenneté ». Finalement, le « revenu de citoyenneté », financé en grande partie par le prolétariat salarié, serait utilisé comme un instrument de régulation sociale en cas de crise économique et/ou politique liée à la montée de l'exclusion sociale.

Tant qu'existera une masse d'exclu-e-s, en état de chômage et de précarité, et qu'en plus elle sera abandonnée à elle-même par les prolétaires syndiqués, il sera bien sûr impossible pour ceux-ci d'obtenir de quelconques gains substantiels et durables.

Les cols bleus syndiqués des traditionnelles industries d'exportation pourront toujours préserver leurs relatifs hauts salaires et leurs bons plans de pension... jusqu'au prochain contrat, mais ils ne pourront pas se soustraire à l'accroissement de l'intensité du travail, sous prétexte de hausse de la productivité, ni se protéger de l'insécurité structurelle des congédiements massifs ou des fermetures au premier revirement de conjoncture, lors de la prochaine fusion ou rachat ou encore à l'occasion d'une restructuration technologique.

On reste d'ailleurs surpris comment la révolution technologique en cours, dans le cadre de la compétitivité néolibérale et de l'hégémonie du capital financier, cause de nombreuses « rationalisations » même de compagnies fort rentables comme Bell et les grandes banques. Si tel est le cas dans le haut du cycle, qu'est-ce que ce sera quand la crise viendra ? Quant aux pré-retraites aux généreuses primes de départ, que vaudront-elles dans 10 ans une fois chacun isolé chez soi ?

Les jeunes loups non-syndiqués de la télé-informatique et des autres industries de pointe, de la finance et des services aux entreprises, peuvent sans doute faire une relative belle vie et même accumuler un petit pactole en travaillant comme des défoncés tant que les affaires vont bien et que leur santé tient le coup. Mais plusieurs de ces industries et services, pour la plupart d'ailleurs fortement exportatrices ou en dépendant, seront durement touchés par la prochaine crise. Et que deviendront les bourreaux de travail à leur retour d'âge ? Et s'ils veulent avoir des enfants, qui s'en occupera, qui fera le sacrifice de sa carrière, qui risquera un congédiement dans ces secteurs largement non syndiqués ?

Le simple fait de ne plus reculer est sans doute un répit bienvenu pour les syndiqué-e-s du secteur public. Mais est-ce que ce sera suffisant pour retrouver des conditions satisfaisantes de travail ? Comment cela est-il possible avec des urgences qui débordent, des soins à la va-vite, des classes trop nombreuses, trop mal équipées et avec trop de jeunes en difficulté ? Et n'avons-nous pas tous et toutes besoin de ces services publics qui resteront fort déficients sauf pour la poignée de riches — ou pour les autres qui se priveront ailleurs — qui se prévaudront d'écoles et de cliniques privées qui deviendront de plus en plus nombreuses ?

Comment serait-il d'ailleurs possible de s'en tirer à bon compte aux dépens du marasme de misère et de guerre que génère la libre circulation des capitaux dans un marché mondial, non pas libre, mais contrôlé par les 200 plus grandes transnationales sur une base, non pas de libre circulation des idées et des personnes, mais d'un secret scientifique et commercial de plus en plus opaque et de barrières de plus en plus hautes imposées à l'immigration et au droit de refuge ? Le prolétariat le voudrait-il que la bourgeoisie trouverait les moyens de continuer d'importer et de laisser entrer les contingents qu'il lui faut pour maintenir un volet de chômage et attiser le racisme et la xénophobie qui le garde divisé.

Comment serait-il possible aux nations et nationalités opprimées de l'État canadien de se libérer tout en acceptant la dictature du capital financier et des transnationales et même en les courtisant ? La guerre économique mondiale, si ce n'est davantage, des 200, 500 ou 1 000 géants privés les uns contre les autres, appuyés fermement par les États ou groupes d'États où ils ont leur base, ne s'accommode guère d'autonomie ou d'indépendance des peuples. Peut-être les forces capitalistes peuvent-elles admettre en leur sein de nouvelles couches subordonnées si elles y trouvent un avantage global, économique ou politique, ou si certaines bourgeoisies nationales sont incapables de maintenir la loi et l'ordre néolibérales tels que compris par les directions impérialistes. Mais ce sera toujours sur le dos des peuples.

Comment les femmes pourraient-elles se libérer du sexisme alors que l'inouï degré de concentration du pouvoir économique et politique mondial, que montrent une suite sans fin d'acquisitions et de fusions géantes de même que le pouvoir croissant des institutions de Bretton Woods et de l'OTAN, exigent, en contre-partie, d'utiliser toutes les méthodes pour diviser profondément le prolétariat mondial qui n'a jamais été aussi nombreux, absolument et relativement ? Si les divisions nationales et ethniques sont dans le peloton de tête de ces moyens, comment le capitalisme néolibéral n'essaierait-il pas de transformer la complémentarité humaine la plus fondamentale qui soit en un gouffre d'antagonisme ? Ici, l'arme de la religion, de la tradition et de la famille, de même que la perversion de l'érotisme et de l'amour, viennent appuyer le ghettoïsation dans des secteurs à bas salaire sur le marché du travail rémunéré et la spécialisation des femmes dans la tâche cruciale de la reproduction de l'espèce à titre d'esclave gratuit.

2. 50 milliards \$ maintenant pour les dépenses sociales

Prolétariat, peuples opprimés, femmes, jeunes et écologistes ont intérêt à construire une alliance anti-capitaliste pour leur libération sociale et nationale et pour atteindre une harmonie humanité-nature. Malgré les progrès technologiques, particulièrement dans les communications et quelque peu dans les transports, qui rendent possible la mise sur pied de quelques dizaines de super-transnationales opérant réellement mondialement, le pouvoir du capital — c'est-à-dire sa capacité de légiférer, de réglementer, de battre monnaie et de faire régner la loi et l'ordre — repose toujours sur l'État, en particulier la poignée d'États impérialistes.

Même les super-transnationales, de par la localisation de leurs fonctions stratégiques, et la plupart du temps de leurs unités de production et encore plus de leurs unités de recherche-développement, et de par la nationalité de la grande majorité de leurs hautes directions, ont de claires bases étatiques ou super-étatiques qui leur sont indispensables, non seulement au niveau du maintien de la loi et l'ordre, intérieurs et mondiaux, mais même au niveau des rapports de force financiers et commerciaux, en dehors ou au sein du FMI et de l'OMC.

L'État canadien, avec ses avatars provinciaux, est le lieu du pouvoir du capital que doit d'abord contrer et conquérir les classes ouvrière et populaire du Canada. Par où commencer ou plutôt recommencer ? Étant donné les reculs de l'ère néolibérale, étant donné l'approfondissement des divisions nationales, femme-homme et inter-générationnelle, étant donné l'affaiblissement de la conscience de classe quand ce n'est pas même de la conscience démocratique, quelles sont les quelques revendications clefs capables de nous amener à reconstruire une solidarité militante pan-canadienne ?

Tout le prolétariat canadien a encaissé de plein fouet la politique du déficit zéro. Il y a un consensus très large pour ré-investir massivement dans les services publics, en particulier dans la santé, et, à un moindre degré, dans les programmes sociaux. Il existe aussi un large consensus chez les femmes pour une équité salariale pleine, entière et rapide et pour un programme pan-canadien de garderies dès la petite enfance, gratuit ou à très bon marché, intégré dans les services publics et démocratiques. Plus que chez les hommes, il existe une volonté d'en finir avec la pauvreté et la violence. Chez les jeunes, il y a une volonté pour obtenir la gratuité scolaire post-secondaire et pour étudier sans s'endetter. Un consensus apparaît sur la nécessité de donner la priorité à l'efficacité énergétique et aux énergies douces sur les énergies d'origine fossile et hydraulique.

Cela suffit amplement pour dresser un programme de revendications économiques à un niveau pan-canadien. Un examen rapide du budget fédéral révèle que depuis le dernier budget conservateur de 1993-94, les revenus du gouvernement fédéral ont augmenté de 40 milliards \$ mais que ses dépenses de programme (dépenses totales moins le service de la dette) ont diminué de 10 milliards \$. C'est là un trou noir écœurant qui équivaut à 6% du PIB canadien de 1999. Pourquoi pas alors ne pas coiffer notre programme de revendications économiques du titre : 50 milliards \$ maintenant pour combler le déficit social. Au Québec, le PDS propose déjà une campagne unitaire semblable : 10 milliards \$ maintenant pour combler le déficit social.

3. Non à la loi sur la clarté, oui au droit à l'auto-détermination

Mais l'on sait fort bien qu'aucune revendication, si juste soit-elle, ne saurait unifier organiquement les peuples de l'État canadien sur la base du mépris et de l'humiliation des nations et nationalités opprimées. Toute la force de la bourgeoisie canadienne a été et reste dans sa capacité de construire son État comme une prison des peuples, prison doré si l'on veut pour plusieurs dans ce « meilleur pays au monde », mais prison quand même. Comme disait Jésus de Nazareth : « l'homme (et la femme) ne vit pas que de pain ».

Quand, dans les années 60, Pierre Vallières décrivait les Québécois et les Québécoises comme des « nègres blancs d'Amérique » sans doute céda-t-il à un tiers-mondisme à la mode et oubliait-il le vrai tiers monde interne des nations aborigènes, mais sa formule-choc était et reste politiquement pertinente. La construction de l'État canadien sur le dos du Québec, de l'Acadie et des nations aborigènes est et reste l'épine dorsale de la division du prolétariat canadien tout comme le racisme anti-noir et anti-aborigène, à réminiscence d'esclavagisme et de politiques Jim Crow, reste l'épine dorsale de la division du prolétariat américain.

Mais à la différence de la bourgeoisie américaine, la bourgeoisie canadienne reste avec un os dans la gorge : la capacité économique, démographique, territoriale et politique du peuple québécois à briser l'État canadien, à ouvrir une brèche monumentale dans le dispositif bourgeois vers la libération sociale et nationale des classes ouvrière et populaire du Canada. Cette capacité c'est celle de poser la revendication de l'indépendance du Québec comme revendication immédiate, comme lutte incontournable qui fait à la fois trembler et enrager les directions bourgeoise et fédéraliste qui, pour le moment, joue avec succès la carte du PQ mais qui prépare, au cas où ce serait nécessaire, l'anti-démocratique plan B.

L'unité militante du prolétariat et des peuples de l'État canadien passe donc par une campagne pan-canadienne contre le plan B, c'est-à-dire, concrètement et immédiatement pour le rejet du projet de loi fédéral sur la clarté de la question et de la majorité, appuyé par le Reform Party et le NPD.

En positif, sur les questions nationales, les classes ouvrière et populaire se doivent de réclamer la reconnaissance constitutionnelle des nations aborigènes, québécoise et acadienne, ce qui implique et le droit explicite de se séparer de l'État canadien — par comparaison, pourrait-on concevoir une reconnaissance du droit de se syndiquer sans reconnaissance du droit de grève — et la nécessité immédiate d'auto-gouvernements sur des territoires clairement délimités et dotés de ressources financières et naturelles suffisantes à un auto-développement.

Pourquoi pas d'ailleurs évoquer la possibilité d'États généraux nationaux et pan-canadien pour une refonte constitutionnelle complète sur la base de la reconnaissance pleine et entière des droits sociaux et environnementaux ?

Des déclarations vertueuses du CTC, des pétitions et des commissions parlementaires, même itinérantes à la Bélanger-Campeau, ne suffiront pas, sinon comme premiers éléments d'un plan de mobilisation. Les directions ouvrières et populaires doivent poser la nécessité, et proposer des plans de mobilisation en conséquence, de grands rassemblements nationaux (et régionaux au sein du Canada anglais) qui aboutissent à une « grande marche sur Ottawa » dont les deux grandes revendications pourraient être :

- « Non au plan B, non à la loi sur la clarté, oui à l'autodétermination des peuples aborigènes, québécois et acadien, reconnue constitutionnellement »
- « 50 milliards \$ maintenant pour les services publics, les programmes sociaux, l'équité salariale, la gratuité scolaire, l'emploi pour les jeunes et le développement durable ».

Marc Bonhomme, décembre 1999 — janvier 2000